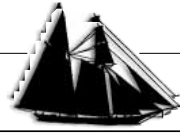


LA
RÉVOLTE
DE
L'AMISTAD

*Un legs historique de la
Sierra Leone et
des États-Unis*



LA
RÉVOLTE
DE
L'AMISTAD

*Un legs historique
de la*

*Sierra Leone
et*

des États-Unis

*Par
Arthur Abraham*



INTRODUCTION

En 1839, à bord d'un navire appelé *Amistad*, les esclaves se révoltèrent pour obtenir leur liberté pendant leur transport entre deux ports cubains.

Leur chef était Sengbe Pieh, un jeune Mendé connu dans l'histoire des États-Unis sous le nom de Joseph Cinque. La plupart de ces esclaves avaient été enlevés de la région de la colonie de Sierra Leone et vendus à des négriers espagnols. Ils finirent par obtenir leur liberté en 1841, après deux ans de détention passés aux États-Unis à attendre le verdict des tribunaux sur leur « révolte ». Il s'agit du célèbre cas de l'*Amistad*, un épisode beaucoup plus connu aux États-Unis que de ce côté-ci de l'Atlantique. Mais l'incident eut un impact considérable des deux côtés. Il influença le cours de l'histoire des États-Unis et, en particulier, le développement de la culture afro-américaine. En Sierra Leone, il fut à l'origine de l'activité de missionnaires américains qui formèrent de nombreux membres de l'élite qui allait diriger le mouvement nationaliste et libérer le pays de la tutelle coloniale.



CAPTURE ET RÉDUCTION À L'ESCLAVAGE

Sengbe Pieh, le héros de cet épisode, naquit en 1813 dans la ville de Mani, dans le haut-pays mendé, à une dizaine de jours de marche de la côte de Vai ou Gallinas. Fils d'un chef local d'après la tradition, il était marié et avait un fils et deux filles. Sengbe, un agriculteur, se dirigeait vers son champ un jour de la fin janvier 1839, lorsqu'il fut capturé par quatre hommes après une attaque surprise. Sa main droite fut attachée à son cou. Il fut emmené dans un village voisin, où il passa trois jours avec un homme du nom de Mayagilalo, apparemment le patron de ses ravisseurs. Mayagilalo, qui devait de l'argent au fils du roi de Vai, Manna Siaka, lui donna Sengbe en paiement de sa dette. Après être resté dans la ville de Siaka pendant un mois, Sengbe fut forcé de marcher jusqu'à Lomboko, une île à la triste réputation de marché d'esclaves, près de Sulima, sur la côte de Gallinas, où il fut vendu au marchand d'esclaves le plus riche de l'endroit, l'Espagnol Pedro Blanco, dont les activités avaient également contribué à enrichir le roi Siaka.

À Lomboko, Sengbe fut emprisonné avec d'autres esclaves, et de nouveaux esclaves y furent amenés pendant les deux mois qu'il y passa avant d'être transporté de l'autre côté de

l'Atlantique. La plupart des captifs étaient originaires du pays mendé, mais d'autres étaient des Konos, des Sherbros, des Temnés, des Kissis, des Gbandis (au Libéria actuel) et des Lomas (au Libéria et en Guinée d'aujourd'hui, où ils sont appelés Guerzés). Certains d'entre eux, qui ne parlaient pas mendé, apprirent cette langue pendant leur voyage forcé à travers le pays mendé jusqu'à la côte. La plupart étaient des agriculteurs, mais il est possible que d'autres aient été chasseurs et forgerons. Ceci est surprenant, car dans toute l'Afrique occidentale les forgerons avaient un statut social sacré et ne pouvaient être ni réduits à l'esclavage, ni tués, même pendant une guerre.

Tous ces esclaves furent conduits à bord du deux-mâts *Tecora*, qui quitta Lomboko au mois de mars et arriva à La Havane, dans la colonie espagnole de Cuba, au mois de juin. Lors d'une vente aux enchères annoncée à l'avance, le planteur espagnol José Ruiz acheta Sengbe et quarante-huit autres esclaves pour quatre cent cinquante dollars par personne afin qu'ils travaillent dans sa plantation de sucre de Puerto Principe, un autre port cubain situé à près de cinq cents kilomètres de La Havane. Pedro Montez, un autre Espagnol se rendant à Puerto Principe, acheta quatre enfants - trois filles et un garçon. Le 26 juin, les cinquante-trois Africains furent entassés à bord d'une goélette construite aux États-Unis, appelée à l'origine *Friendship*, mais qui avait été rebaptisée du nom espagnol *La Amistad* lorsqu'elle avait changé de propriétaire et été immatriculée comme appartenant à un sujet espagnol. Bien que l'Espagne eût interdit l'importation de nouveaux esclaves sur ses territoires depuis 1820, les deux planteurs espagnols avaient pu se procurer des autorisations officielles pour transporter leurs



esclaves. Ils affrêtèrent l'*Amistad* de Ramon Ferrer, qui en était à la fois l'armateur et le capitaine. En plus des cinquante-trois Africains et de leurs propriétaires espagnols, le navire transportait un équipage composé du capitaine, Ferrer ; de ses deux esclaves noirs, Antonio (le mousse) et Celestino (le cuisinier) ; et de deux marins blancs. Le navire transportait également une cargaison d'assiettes, de tissus, de bijoux et de divers autres articles de luxe, ainsi que de denrées de base. La cargaison avait été assurée pour quarante mille dollars. Ruiz avait assuré ses quarante-neuf esclaves pour vingt mille dollars et Montez avait assuré les quatre enfants pour mille trois cents dollars.

LA RÉVOLTE

Le voyage jusqu'à Puerto Principe prenait normalement trois jours, mais les vents ne furent pas favorables. Au bout de trois jours en mer, le 30 juin, Sengbe utilisa un crampon désassujéti qu'il avait trouvé sur le pont pour se libérer de ses fers et libérer ensuite les autres esclaves. Ils avaient été fouettés et maltraités, et quelqu'un leur avait même dit qu'ils seraient tués dès l'arrivée car il n'y avait pas de viande pour le dîner. Sengbe et les autres esclaves s'armèrent de couteaux qu'ils avaient trouvés dans la cale. Puis il les conduisit sur le pont, où ils tuèrent le capitaine Ferrer et le cuisinier Celestino, et blessèrent l'Espagnol Montez. Mais Sengbe épargna Montez ainsi que Ruiz et Antonio, le mousse. Les mutins perdirent deux de leurs membres, tués par le capitaine Ferrer. Les deux marins blancs réussirent à s'échapper de l'*Amistad* dans un canot de sauvetage.

Sengbe ordonna alors aux Espagnols de se diriger vers le soleil levant, c'est-à-dire vers l'est - vers l'Afrique. Mais pendant la nuit, Montez, qui avait de l'expérience de la navigation, s'aida des étoiles pour mettre le cap vers l'ouest, en espérant rester dans les eaux cubaines. Cependant, un vent très fort fit dériver le navire vers le nord-est, en direction du littoral des États-Unis. Le deux-mâts suivit une route en zigzag pendant deux mois, au cours desquels huit esclaves moururent de faim et de froid. Sengbe resta le chef pendant tout ce temps, forçant les autres esclaves à économiser la nourriture et l'eau, et ne donnant de rations complètes qu'aux quatre enfants. Il prit toujours la plus petite ration pour lui-même. ■



SAISIE

L'*Amistad* dériva au large de Long Island (État de New York), vers la fin août 1839. Sengbe et les autres esclaves s'aventurèrent sur la terre ferme pour négocier des vivres et d'autres approvisionnements nécessaires, et pour essayer de trouver des marins qui les ramèneraient en Afrique. Des rumeurs commencèrent à se répandre sur un navire mystérieux qui louvoyait dans la région avec « ses voiles presque toutes déchirées ». C'était le « long deux-mâts bas et noir », dont l'épopée avait été contée dans les journaux au cours des semaines passées, au fur et à mesure que le navire remontait le littoral américain.

Selon les informations disponibles, des esclaves cubains se seraient révoltés et auraient tué les membres de l'équipage d'un navire espagnol, et ces nouveaux flibustiers écumeraient à présent l'Atlantique.

Le 26 août, le brick américain *Washington*, sous la direction du capitaine de corvette Thomas R. Gedney, repéra le navire délabré près de Culloden Point à l'extrémité orientale de Long Island. La marine militaire et le service des douanes des États-Unis avaient donné auparavant l'ordre de capturer le navire, et le capitaine Gedney saisit l'*Amistad* et le remorqua jusqu'à New London, port du Connecticut, où il arriva le lendemain. Gedney envoya immédiatement un



Sengbe Pieh et les « Amistad » au moment de leur capture en 1839. La plupart de ces Africains avaient été enlevés de la région de la colonie de Sierra Leone et vendus à des négriers espagnols.



message au commissaire de police de New Haven qui, à son tour, notifia le juge fédéral de première instance Andrew Judson. Ce dernier n'était certainement pas un ami des Noirs, puisqu'en 1833 il avait traduit en justice une certaine demoiselle Prudence Crandall pour avoir admis des Noirs dans son école à Canterbury, Connecticut.

Le juge Judson tint audience à bord du *Washington* le 29 août, dans le port de New London, où il examina les documents du navire et écouta les témoignages de Ruiz et de Montez, ainsi que leur demande urgente selon laquelle le navire et toute sa cargaison, y compris les Africains, devraient être confiés à la garde du Consul d'Espagne à Boston. Judson relâcha immédiatement Ruiz et Montez, et il ordonna que Sengbe et les autres esclaves soient jugés pour meurtre et piraterie lors de la prochaine session du tribunal de circuit, qui devait commencer le 17 septembre à Hartford (Connecticut). Les Africains furent gardés dans la prison du comté à New Haven.

Pendant ce temps, Ruiz avait changé le nom de Sengbe Pieh en « José Cinque » afin de montrer que Sengbe n'avait pas été importé récemment et que lui, Ruiz, n'était donc pas coupable d'infraction à la loi de 1820 sur la prohibition de l'importation d'esclaves. Le nom Cinque, qui était une approximation espagnole pour Sengbe, fut déformé par la suite en « Cinquez », « Sinko », « Jinqa », etc. Lorsque l'*Amistad* avait été saisi au large de Long Island, un journaliste du *New York Sun* avait observé comment Sengbe avait défié ses capteurs et tenté de s'échapper à plusieurs reprises. Il sauta même par-dessus bord et il fallut le repêcher et le

ramener de force sur le navire. Il encouragea les autres esclaves à se battre même si les chances de succès étaient quasiment inexistantes. Il fut séparé de ses hommes et conduit hors du navire. Mais il protesta tellement que les officiers de la marine l'autorisèrent à rester sur le pont du *Washington*, où il passa toute la nuit suivante à fixer des yeux l'*Amistad*. Le *New York Sun* écrivit :

Il ne montre aucune émotion... et s'il avait vécu à l'époque de la Grèce et de Rome, son nom aurait été connu dans la postérité comme celui de quelqu'un qui pratiquait la plus sublime de toutes les vertus - un patriotisme désintéressé et un courage indomptable. ■



LES ABOLITIONNISTES INTERVIENNENT

A ce moment, le mouvement contre l'esclavage aux États-Unis était en plein désarroi, en raison de divergences de vues sur plusieurs questions - l'action politique, les droits des femmes, la position des églises américaines sur l'esclavage et la nature fondamentale du gouvernement américain. Le cas de l'*Amistad* offrit un point de ralliement pour les rangs dispersés des abolitionnistes, qui prirent tous la défense des captifs, convaincus qu'ils étaient de leur innocence. La cause fut avancée en ces termes dans le *Herald of Freedom* :

Cinques n'est ni un pirate, ni un meurtrier, ni un criminel. Son homicide est justifiable. Si un homme blanc l'avait commis, cet acte aurait été jugé glorieux. Il l'aurait immortalisé. Joseph Cinques ne devrait pas être jugé. Tout le monde sait qu'il est innocent. Il ne saurait être coupable.

Le journal ajouta que le capitaine de corvette Gedney n'avait pas le droit de saisir l'*Amistad*, qui était « la récompense légale du capitaine Joseph Cinques (...) Le fait qu'il avait l'air "suspect" ne lui donnait pas de mandat de saisie. »

Mais cette forte conviction n'était pas suffisante. Les abolitionnistes devaient obtenir la version des Africains sur cet événement, et il fallait qu'ils s'assurent les services d'un avocat pour prouver leur innocence devant le tribunal itinérant. Ils ne se faisaient pas d'illusions sur les difficultés. Le lendemain de la décision du juge Judson, les abolitionnistes de New Haven se réunirent et écrivirent aux abolitionnistes de New York pour leur demander de contrôler la

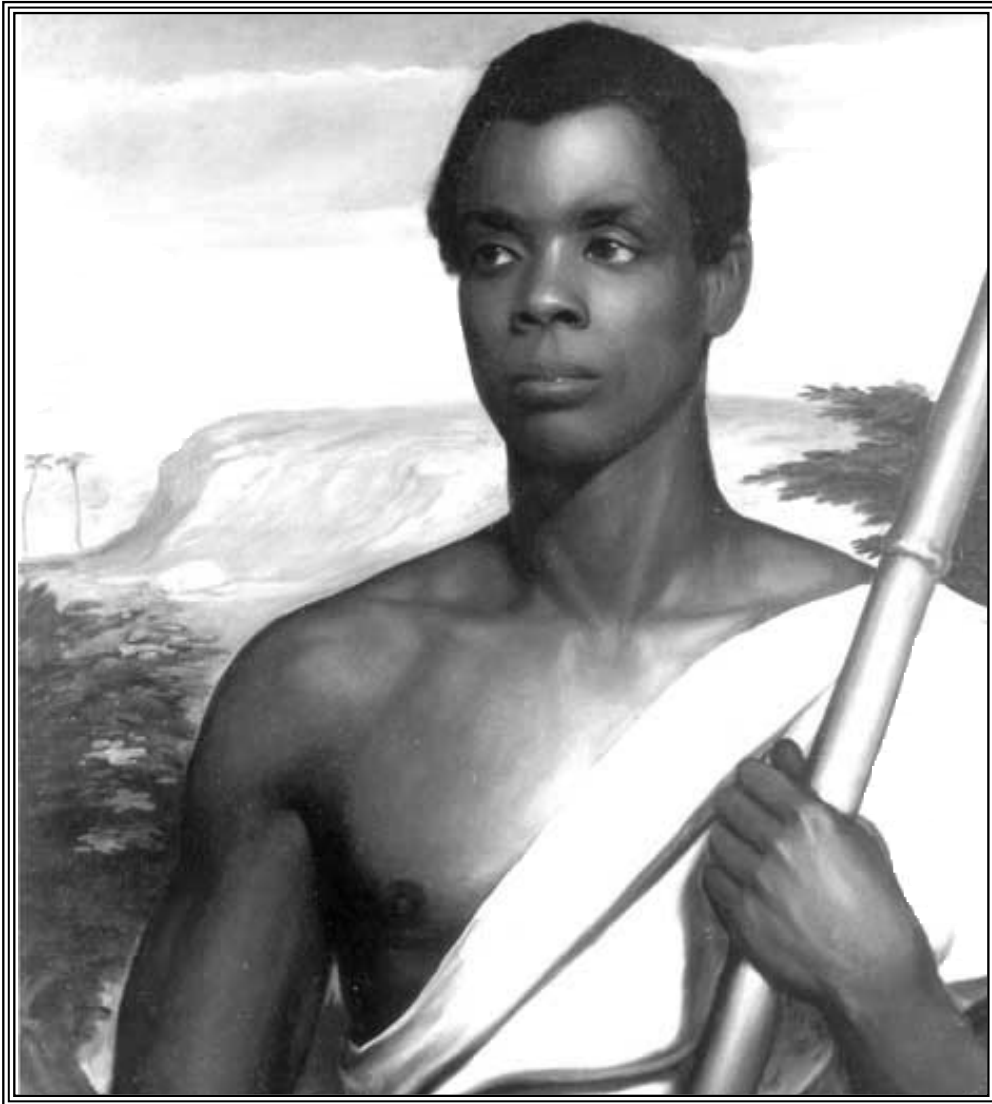
validité des documents du navire, de trouver un Africain parlant la langue des captifs pour leur permettre de donner leur propre version et, enfin, de s'assurer les services d'un avocat compétent. Un comité formé pour défendre les malheureux Africains prit officiellement le nom de « Comité de l'*Amistad* » le 4 septembre. Il comprenait, entre autres, Joshua Leavitt, rédacteur en chef de l'*Emancipator*, l'organe officiel de l'« American Anti-Slavery Society » (Société anti-esclavagiste américaine) ; le révérend Simeon S. Jocelyn, un pasteur blanc d'une église noire de New York ; et Lewis Tappan, un riche marchand de New York connu pour ses vues abolitionnistes. Ce dernier déclencha la campagne pour la défense des Africains de l'*Amistad* et lança un « Appel aux amis de la liberté » :

Trente-huit de nos frères humains d'Afrique, après avoir été kidnappés par des pirates dans leur pays natal, transportés au-delà des mers et soumis à d'atroces cruautés, ont échoué sur la côte de notre pays et sont maintenant en prison en attendant d'être jugés pour de prétendus crimes allégués qu'ils auraient commis. Ils ignorent notre langue, les us et coutumes des sociétés civilisées et les obligations du christianisme. Dans de telles circonstances, plusieurs amis des droits de l'homme se sont réunis pour réfléchir au cas de ces malheureux et ont demandé aux soussignés de former un comité et d'engager des interprètes et un avocat compétent, ainsi que de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire respecter les droits des accusés. Il a été décidé d'engager trois juristes aux talents reconnus et de faire d'autres dépenses utiles. Comme les pauvres pri-



sonniers n'ont pas de vêtements - certains ayant à peine quelques chiffons pour se couvrir - des mesures immédiates seront prises pour leur fournir ce qui pourra être nécessaire. Le soussigné

adresse donc cet appel aux amis de l'humanité pour qu'ils contribuent aux dépenses susmentionnées. Des dons peuvent être envoyés à l'un quelconque des membres du comité, qui en



Sengbe Pieh, ou « Joseph Cinque », tel qu'il est connu aux États-Unis. Ce portrait de Nathaniel Jocelyn fut fait alors que Sengbe attendait son procès à New Haven (Connecticut).



*accusera réception et rendra
compte au public de toutes leurs
dépenses.*

SIMEON S. JOCELYN, 34, Wall Street.
JOSHUA LEAVITT, 143, Nassau Street.
LEWIS TAPPAN, 122, Pearl Street.

Les avocats engagés pour la défense constituaient une équipe redoutable. Roger Baldwin, Seth Staple et Theodore Sedgwick étaient parmi les juristes les plus brillants de leur époque. Mais ces avocats étaient conscients de la difficulté de leur défense au cas où aucun interprète ne pourrait être trouvé pour traduire la version des captifs. Une recherche désespérée d'un tel interprète commença, mais ne fut couronnée que

d'un succès partiel avant le début du procès. Lewis Tappan fit venir trois Africains de New York, dont un Kissi (un groupe ethnique voisin des Mendés) qui fut en mesure d'avoir une conversation très limitée avec certains des captifs. L'interprète put confirmer l'opinion des abolitionnistes - à savoir que les captifs de l'*Amistad* avaient été kidnappés en Afrique et vendus illégalement comme esclaves.

Le Comité de l'*Amistad* se trouvait cependant dans une situation délicate. Le mouvement abolitionniste avait été très divisé avant l'incident de l'*Amistad*, mais cet incident avait restauré l'unité du mouvement. Il y avait toutefois des gens qui sympathisaient avec les esclaves sans être pour autant des abolitionnistes. La transformation du cas de l'*Amistad* en une campagne générale pour l'abolition de l'esclavage les aurait aliénés et aurait donc affaibli la base financière et morale du Comité. Par exemple, l'une des personnes ayant répondu à l'Appel avait clairement déclaré être « un ami des droits de l'homme, mais pas un abolitionniste ». ■



LE PREMIER PROCÈS

Le 14 septembre, tous les prisonniers, à l'exception de l'un d'entre eux qui était trop malade pour voyager, furent conduits de New Haven à Hartford, la capitale du Connecticut, où le procès devait commencer le 17 septembre sous l'autorité du juge Smith Thompson. Après trois jours de débats portant surtout sur des arguties juridiques, le juge rendit son verdict : Le tribunal de circuit n'avait pas compétence sur les accusations de meurtre et de piraterie étant donné que les crimes allégués avaient été commis sur un bâtiment battant pavillon espagnol et dans les eaux territoriales espagnoles ; les diverses réclamations portant sur des biens, dont celles de Ruiz et de Montez concernant les « esclaves » africains, devraient être décidées devant le tribunal d'instance, et la demande de mise en liberté provisoire des petites filles fut rejetée.

Dès l'ajournement de l'audience du tribunal de circuit, le juge Judson convoqua une audience du tribunal d'instance dans la même salle. Il déclara que les réclamations portant sur les biens nécessitaient une instruction supplémentaire, mais que les captifs pouvaient être libérés sous caution, en fonction de leur valeur marchande comme esclaves sur le marché cubain. La défense rejeta cette formule de libération sous caution, qui impliquait que les Africains de l'*Amistad* étaient des esclaves, et les captifs furent renvoyés en prison.

Comme l'interprète n'avait pas donné satisfaction pendant l'audience, le Comité de l'*Amistad* intensifia sa recherche d'un autre interprète capable de parler mendé couramment. J.W. Gibbs, professeur de théologie et de lit-

térature sacrée à la *Yale Divinity School*, s'intéressa beaucoup aux captifs de l'*Amistad*. Il apprit à compter de un à dix en mendé et, armé de ses nouvelles connaissances, se rendit sur les quais de New York et compta devant chaque matelot africain qu'il rencontra. Finalement, au début du mois d'octobre, il découvrit James Covey, un marin sur le bâtiment de guerre britannique *Buzzard*, qui put comprendre quand il compta. Covey, un Mendé, avait été capturé et vendu lorsqu'il était enfant, puis capturé à nouveau par une escadre britannique et ramené à Freetown, où il fut libéré. Il apprit à parler anglais couramment et s'engagea dans la marine de guerre britannique. Le professeur Gibbs emmena Covey voir les captifs de l'*Amistad* à la prison de New Haven, et les Africains hurlèrent de joie lorsqu'ils entendirent Covey parler mendé. Ils allaient désormais pouvoir conter leur version des événements.

Pendant ce temps, le Comité de l'*Amistad* n'était pas satisfait de la façon dont les captifs étaient traités, et il commença à s'efforcer d'améliorer leur bien-être physique et de leur donner une instruction intellectuelle et religieuse. Le révérend George Day, ancien professeur à la *New York Institution for the Deaf and Dumb* (école pour sourds-muets), fut engagé pour superviser l'enseignement des captifs mendés par des étudiants de la *Yale Divinity School*. Les enseignants commencèrent leur instruction avec des images très simples et la méthode gestuelle. À ce moment, cependant, plusieurs captifs étaient déjà morts en prison des conséquences du froid, de la faim et de la déshydratation dont ils avaient souffert à bord de l'*Amistad*.



DEMANDES DU GOUVERNEMENT ESPAGNOL

Le gouvernement espagnol avait adressé certaines demandes aux États-Unis même avant le début du procès de Hartford.

L'ambassadeur d'Espagne de la Barca avait écrit au secrétaire d'État, John Forsyth, ancien ambassadeur des États-Unis en Espagne, qui était connu comme un partisan de l'esclavage des Noirs, pour lui expliquer qu'après son « sauvetage », l'*Amistad* aurait dû être libre de retourner à Cuba, où les Africains à bord auraient pu être « jugés par le tribunal approprié, selon les lois du pays dont ils étaient les sujets, et qui avaient été violées ». Comme cela n'avait pas été le cas, il présenta une série de demandes. Il réclama la restitution du bâtiment et de sa cargaison, y compris les Africains, au nom du roi d'Espagne, en exigeant leur retour à La Havane en vue d'une adjudication, étant donné qu'« aucun tribunal aux États-Unis n'a le droit d'intenter une action contre des sujets espagnols, ou de leur imposer des peines, pour des crimes commis à bord d'un navire espagnol, dans les eaux territoriales espagnoles ». Il cita des articles de traités en vigueur entre les États-Unis et l'Espagne à l'appui de sa demande.

Le président des États-Unis, Martin Van Buren, n'avait pas d'opinion très prononcée sur la question de l'esclavage, mais il avait besoin du soutien des démocrates du Sud, qui étaient favorables à l'esclavage, et qu'il ne voulait pas mécontenter à l'approche de l'élection présidentielle de 1840. Il ordonna donc à Forsyth, le 11 septembre, de prévenir le procureur de la République, William S. Holabird, afin qu'« aucune décision de votre tribunal

de circuit, ou de toute autre instance judiciaire, ne mette le navire, sa cargaison ou les esclaves hors de la portée du gouvernement fédéral ». Le président espérait que les tribunaux allaient ordonner le retour des captifs de l'*Amistad* à Cuba, ce qui le libérerait de la pression politique des démocrates du Sud et du gouvernement espagnol ; mais il était prêt à déporter les captifs de sa propre autorité si nécessaire. Pour apaiser les Espagnols et obtenir une base légale pour sa décision, il demanda une opinion du ministre de la Justice des États-Unis, Félix Grundy, qui affirma que les Africains devaient être considérés comme la propriété des personnes au nom desquelles l'ambassadeur d'Espagne les réclamait, et que le navire devait être renvoyé avec tout son contenu à Cuba. Le Conseil des ministres approuva ce point de vue. ■



STRATÉGIE DE DÉFENSE DES ABOLITIONNISTES

Consterné, le Comité de l'Amistad comprenait parfaitement que la politique du président visait à condamner les captifs africains à l'esclavage permanent, ou peut-être même à mort, et les abolitionnistes formulèrent une stratégie de défense pour s'assurer que le verdict ne leur soit pas défavorable. Ils construisirent cette stratégie en développant l'argument selon lequel les Africains n'étaient pas légalement des esclaves étant donné qu'ils avaient été amenés à La Havane et vendus contrairement au traité anglo-espagnol de 1820, qui interdisait le trafic des esclaves d'un côté de l'Atlantique à l'autre. Ce traité avait été réaffirmé en 1835 et suivi par une ordonnance royale de la reine d'Espagne en 1838 requérant le gouverneur de Cuba d'appliquer la loi avec « le plus grand zèle ».

Cet argument fut renforcé par une déclaration sous serment du Dr R.R. Madden, un Irlandais qui avait été au service du gouvernement britannique en Côte de l'Or (Ghana) et à La Havane en qualité de membre du tribunal d'une commission mixte chargée de supprimer le trafic des esclaves. Le Dr Madden révéla que des violations flagrantes des stipulations du traité concernant la traite des esclaves étaient tolérées officiellement par le gouverneur et d'autres hauts fonctionnaires espagnols à Cuba, et que le consul américain à La Havane, Nicholas Trist, était un collaborateur qui tirait des profits énormes d'un tel trafic. Le Dr Madden arriva à New York au mois de novembre

et rencontra Lewis Tappan. Il alla voir les prisonniers à New Haven puis se rendit à Hartford pour témoigner lors du procès. Étant donné que le procès avait été reporté, il dut rendre son témoignage au Judge Judson en référé.

Le Dr Madden affirma que les captifs de l'*Amistad* avaient été « importés »



John Quincy Adams, ancien président des États-Unis et âgé alors de soixante-treize ans, sortit de sa retraite pour plaider la cause des « Amistad » devant la Cour suprême des États-Unis.



récemment. Sur les permis de transport entre La Havane et Puerto Principe, ils avaient été appelés Ladinos, c'est-à-dire esclaves importés à Cuba avant 1820. Mais le Dr Madden expliqua que ce type de falsification étant courant à Cuba, et que les titres de propriété de Ruiz et de Montez n'avaient aucune valeur légale.

À peu près au même moment, Ruiz et Montez furent arrêtés à New York et inculpés pour voies de fait, rapt et emprisonnement injustifié à la suite d'une intervention en justice au nom de deux des Africains. Lewis Tappan, le véritable chef du Comité de l'Amistad, fut très critiqué pour cette action, qui horrifia les conservateurs. La caution fut fixée à mille dollars pour chacun. Montez paya immédiatement et retourna à Cuba. Ruiz décida de rester en prison pour essayer d'attirer de la sympathie. L'ambassadeur d'Espagne protesta immédiatement auprès du département d'État en affirmant que les tribunaux américains n'avaient pas compétence pour juger des crimes commis à Cuba. Le secrétaire d'État, Forsyth, ordonna au procureur de la République de fournir toute l'assistance nécessaire aux Espagnols. Les abolitionnistes furent accusés de « prendre la loi à la légère ». Ce fut une erreur tactique de la part des abolitionnistes, qui leur coûta un peu de soutien des modérés. Mais Ruiz finit par se lasser de la prison, versa la caution et retourna à Cuba. Ruiz et Montez furent tous les deux absents lors de l'audience finale. ■

DEUXIÈME PROCÈS

Le tribunal fédéral d'instance ouvrit sa session le 19 novembre 1839 à Hartford (Connecticut) pour juger le cas, mais il reporta les débats au mois de janvier en raison de l'absence de plusieurs témoins essentiels. Entre-temps, l'ambassadeur d'Espagne réitéra ses demandes et Forsyth promit de préparer un navire pour transporter les prisonniers à Cuba si le verdict leur était défavorable, afin que les abolitionnistes n'aient pas le temps de faire appel. Lorsque la session reprit, le 8 janvier, la goélette de la marine américaine *Grampus* était dans le port de New Haven à la demande du président qui, selon l'avis de nombre de personnes, « se comportait de manière extrêmement scandaleuse en faisant des efforts répétés pour contrecarrer la justice basée sur les décisions des tribunaux ». Les trois avocats de la défense demandèrent au président de ne pas juger le cas en dehors des tribunaux, « dans les recoins du pouvoir, là où ces hommes sans amis haut placés ne peuvent pas être défendus ou témoigner... ». Les abolitionnistes montèrent la garde devant la prison de New Haven. Ils craignaient que le président n'envoyât des hommes appréhender les Africains de l'*Amistad* avant même la fin du procès, et ils étaient prêts à cacher les captifs si nécessaire.

Le 13 janvier 1840, le Judge Judson rendit finalement son verdict : les captifs de l'*Amistad* avaient été enlevés et réduits à l'esclavage en violation de la loi espagnole ; ils étaient désormais libres vis-à-vis de la loi et, par conséquent, devaient être ramenés en Afrique d'où ils avaient été emportés contre leur gré. Pendant le procès, Sengbe avait fait une impression favo-



nable en donnant un témoignage détaillé par l'intermédiaire de l'interprète, expliquant qu'il avait été kidnappé, enchaîné et maltraité ainsi que ses compagnons africains. À un moment, il avait succombé à l'émotion, s'était levé et avait crié en anglais : « Donnez-nous libre ! Donnez-nous libre ! » Cependant, il ne manquait pas de gens pour critiquer ce verdict - au premier chef le

président Van Buren. Celui-ci ordonna au procureur de la République Holabird de faire immédiatement appel de cette décision.

Pendant ce temps, les captifs de l'*Amistad* continuaient à apprendre à lire et à écrire et à prendre des leçons de catéchisme. Malgré leur grande déception résultant de la continuation de leur captivité en dépit d'un jugement



Les « Amistad » rentrèrent en Sierra Leone en 1842. Dans ce tableau de Hale Woodruff, on voit Sengbe Pieh au premier plan en compagnie de trois missionnaires américains. Le brick Gentleman est à l'arrière-plan.

du tribunal en leur faveur, ils continuèrent à apprendre avec enthousiasme. Chaque matin, James Covey traduisait des prières chrétiennes en mendé. Puis il leur faisait un bref sermon et leur donnait des cours d'anglais. Le meilleur élève était un enfant de onze ans, Kali, l'un des quatre enfants de l'*Amistad*, qui apprit à lire et à écrire avec une rapidité étonnante. Mais tous les captifs de l'*Amistad* étaient désireux d'appren-



dre, et ils priaient parfois leurs enseignants de la *Yale Divinity School* de rester un peu plus longtemps avec eux le soir. Pendant cette période, le petit Kali écrivit :

Nous parlons langue anglaise un peu, pas très bien. Nous écrivons tous les jours ; nous écrivons beaucoup lettres ; nous lisons presque tout le temps ; nous lisons tout Mathieu et Marc et Jean, et beaucoup petits livres. Nous aimons livres beaucoup.

L'ANCIEN PRÉSIDENT ADAMS ET LE TROISIÈME PROCÈS

Le Comité de l'Amistad reconnut le besoin de faire plaider la cause des captifs africains devant la Cour suprême des États-Unis par un personnage très en vue. Les abolitionnistes persuadèrent l'ancien président John Quincy Adams de diriger leur défense. À l'âge de soixante-treize ans, et trente ans après avoir pris sa retraite d'avocat, l'ancien président hésita longuement avant d'accepter cette responsabilité, étant donné qu'il risquait de mettre en danger la vie des Africains s'il ne gagnait pas. Il écrivit dans son journal intime :

Le monde, la chair et tous les démons de l'enfer se sont ligués contre tout homme qui, aujourd'hui, dans l'Union nord-américaine, oserait se rallier à l'étendard du Dieu tout-puissant pour mettre fin à la traite des esclaves ; et que puis-je faire, à la veille de mon soixante-quatorzième anniversaire, avec une main qui tremble, un cerveau assoupi et des capacités qui me quittent une à une comme les dents qui tombent de ma tête - que puis-je faire pour la cause de Dieu et des hommes, pour le progrès de l'émancipation humaine, pour la suppression de la traite des esclaves africains ? Et pourtant, ma conscience me pousse à agir ; que je meure en montant sur la brèche...

Ainsi, Adams accepta de s'engager dans l'affaire sensationnelle qui allait être appelée « le procès d'un président par un autre ». L'avocat Baldwin pré-



para une défense élaborée et ouvrit la séance, mais le 24 février, le « Vieillard éloquent » - comme Adams allait être appelé par la suite - s'adressa à la Cour pendant un total de quatre heures et demie. Le 9 mars 1841, la Cour suprême des États-Unis prononça son verdict définitif dans l'affaire de l'*Amistad* - les captifs étaient libres ! Adams écrivit immédiatement à Lewis Tappan, le principal chef du Comité de l'*Amistad* : « Merci - Merci à VOUS au nom de l'humanité et de la justice. »

LE RETOUR EN AFRIQUE

Les Africains furent libérés et emmenés à Farmington, une ville du Connecticut connue depuis longtemps pour ses vues abolitionnistes, où ils reçurent une éducation plus formelle jusqu'à la fin de 1841. Comme le président Van Buren refusa de mettre à leur disposition un navire pour ramener les Africains en Afrique, le Comité de l'*Amistad* les prit complètement en charge. Afin de lever des fonds pour affréter un navire, les abolitionnistes organisèrent une série de conférences dans les États du Nord, et les « Amistads » allèrent de ville en ville, prononçant des discours devant des auditoires qui leur étaient favorables, racontant l'histoire de leur épreuve et démontrant leur connaissance de l'anglais oral et écrit. Sengbe Pieh, ou Joseph Cinque, était alors devenu une personnalité très connue aux États-Unis, et beaucoup de gens désiraient voir l'homme que certains journaux nordistes avaient comparé aux héros de la Rome et de la Grèce antiques.

Vers la fin de l'année, suffisamment de fonds avaient été obtenus et le trois-mâts *Gentleman* fut affrété pour mille huit cent quarante dollars. Les trente-cinq Africains survivants seraient ramenés dans la colonie de la Sierra Leone en compagnie de cinq missionnaires américains. Le groupe des missionnaires comprenait deux Américains d'origine africaine, M. et Mme Henry Wilson, qui avaient enseigné à Farmington, et trois Américains d'origine européenne, le pasteur et Mme William Raymond, et le pasteur James Steele. Le Comité de l'*Amistad* demanda aux Américains de créer une



« Mission Mendi » en Sierra Leone. Avant le départ du navire, Lewis Tappan fit un discours aux passagers, et Sengbe y répondit au nom de ses compagnons africains. Les journaux écrivirent des articles sur une scène fort touchante, lors de laquelle de nombreux spectateurs versèrent des larmes sincères.

Lorsque le *Gentleman* partit, le plan suivant fut élaboré par les passagers : « Le groupe restera uni et créera une nouvelle ville à proximité de la ville de Cinque, puis il s'efforcera de persuader les amis de ses membres de venir les rejoindre et d'adopter les vêtements et les coutumes de l'Amérique. » Le navire arriva à Freetown vers la mi-janvier et provoqua un vif intérêt. Beaucoup des passagers du *Gentleman* retrouvèrent des amis et, dans certains cas, des membres de leur famille. Sengbe apprit très vite de la bouche de rescapés mendés que sa propre maison avait été ravagée par la guerre et que la plupart des membres de sa famille avaient été massacrés. Par conséquent, le plan de construction de la mission Mendi près de la ville de Sengbe ne se réalisa jamais. Comme ils avaient des liens étroits avec beaucoup de leurs concitoyens dans la colonie, certains des Africains de l'*Amistad* commencèrent à manifester de moins en moins d'intérêt pour la poursuite de leur association avec leurs protecteurs américains. Impatients de rentrer dans leurs villages et de revoir leurs familles, ils s'éparpillèrent peu à peu, sauf dix adultes et les quatre enfants. Sengbe lui-même se procura des marchandises qu'il transporta jusqu'au pays sherbro pour les y troquer contre des fruits et légumes à destination du marché de Freetown. ■

LA MISSION MENDI

Il ne fut pas facile de trouver un emplacement pour établir une mission étant donné que le plan initial de construction d'un tel établissement près de la ville de Sengbe ne paraissait plus réalisable. Après plusieurs tentatives infructueuses, le pasteur Raymond parvint finalement à trouver un endroit à Komende, dans le pays sherbro, en 1844. Raymond attribua en partie son succès à l'influence de Sengbe ; et il interpréta la dispersion des anciens captifs comme un avantage parce qu'ils pourraient disséminer des informations sur la mission à des lieues à la ronde. En fait, l'établissement de la mission Mendi fut rendu possible dans une large mesure par les efforts du pasteur Raymond, auquel il faut en accorder le crédit. Plus tard, la mission ouvrit des antennes en plusieurs endroits, dont l'une fut nommée « Mo Tappan » en reconnaissance de l'aide désintéressée de Lewis Tappan. En 1846, le Comité de l'*Amistad* devint l'*American Missionary Association*, et, cette année-là, l'Association assumait la responsabilité financière complète de la mission Mendi. ■



L'IMPACT EN SIERRA LEONE

L'affaire de l'*Amistad* fut à l'origine de l'activité missionnaire américaine en Sierra Leone, qui eut beaucoup de conséquences heureuses. L'*American Missionary Association* transféra plus tard ses activités en Sierra Leone à l'organisation *United Brethren in Christ* (UBC). Outre son travail d'évangélisation, l'UBC établit un réseau très étendu d'écoles de mission dans la partie méridionale du pays, en particulier parmi les Mendés et les Sherbros. De nombreuses écoles furent fondées et de nouvelles compétences techniques furent introduites dans le cadre de la formation technique. Les plus célèbres de ces écoles sont la *Harford School for Girls* (école de filles) à Moyamba et l'*Albert Academy* à Freetown. Il faut se rappeler que l'*Albert Academy*, fondée en 1904, fut le premier lycée de garçons pour la population de l'arrière-pays (précédant de nombreuses années le lycée public de Bo, qui allait remplir une fonction similaire), et que beaucoup des premiers élèves furent des garçons prometteurs ayant reçu des bourses d'études. L'impact à long terme de ces événements fut de contribuer à créer un groupe d'élite qui se fit remarquer par son excellence non seulement en Sierra Leone, mais également aux États-Unis.

Certains des élèves qui commencèrent leurs études dans les écoles de la mission américaine en Sierra Leone se rendirent ensuite aux États-Unis pour y continuer leurs études et eurent une influence en Amérique. On peut citer deux de ces élèves importants : Barnabas Root et Thomas Tucker. Root et Tucker étudièrent à

l'école originelle de la mission Mendi et, à l'issue de leurs études aux États-Unis, ils travaillèrent pour l'*American Missionary Association* - Tucker en 1862 comme enseignant dans une école pour anciens esclaves libérés en Virginie, et Root en 1873 comme pasteur d'une église de la *Congregational Mission* pour anciens esclaves libérés en Alabama. Plus tard, Root retourna en Sierra Leone, tandis que Tucker resta en Amérique et fonda le *State Normal College* (pour les Noirs) à Tallahassee, en Floride, avec Thomas Van Gibbs, en 1887. Tucker fut le premier président de cette institution, qui se transforma ultérieurement en l'actuelle *Florida A&M University*.

Au XXe siècle, l'activité missionnaire américaine favorisa la montée d'une élite nationaliste qui fit pression pour l'indépendance. Il est important de noter que le premier Premier ministre de la Sierra Leone, le Docteur (plus tard Sir) Milton Margai, et le premier président de la Sierra Leone, Siaka Stevens, furent tous deux des élèves des écoles primaires de la mission américaine dans la partie méridionale du pays, et, plus tard, des diplômés de l'*Albert Academy*. ■



L'IMPACT AUX ÉTATS-UNIS

Lorsque l'affaire de l'*Amistad* fut finalement réglée, elle avait tellement exacerbé l'antagonisme entre le Nord hostile à l'esclavage et le Sud où l'esclavage était toujours pratiqué qu'il faut la considérer comme l'un des événements ayant conduit à la guerre de Sécession en 1860. Bien que la décision de la Cour suprême dans l'affaire de l'*Amistad* n'eût pas réellement affecté l'esclavage en tant qu'institution, elle rassembla les abolitionnistes et empêcha leur mouvement d'éclater. De plus, l'activité missionnaire qui avait commencé avec la libération des Africains de l'*Amistad* conduisit à la fondation en 1846 de l'*American Missionary Association*, qui fut l'association abolitionniste la plus grande et la mieux organisée aux États-Unis avant le début de la guerre de Sécession. Après la guerre, elle créa plus de cinquante écoles et universités dans le Sud et dans les nouveaux États de l'Ouest pour l'instruction des Noirs venant d'être libérés. Ces écoles donnèrent naissance à l'université d'Atlanta, aux universités Howard, Fisk et Dillard, à l'université Hampton, au Talladega College, etc., auxquels d'innombrables Noirs américains doivent leur éducation supérieure. L'affaire de l'*Amistad* a donc été à l'origine de ce réseau considérable d'institutions du Sud qui éduquèrent les dirigeants du Mouvement des droits civiques du XXe siècle, dont le vénérable Martin Luther King.

CONCLUSION

La rébellion de l'*Amistad*, qui avait été causée par le refus absolu de Sengbe Pieh et de cinquante-deux autres Africains originaires de la Sierra Leone d'accepter la réduction à l'esclavage, eut donc des conséquences incalculables sur deux continents. Bien que leurs origines détaillées aient été largement oubliées aujourd'hui, les processus qui furent déclenchés par cette rébellion continueront à influencer le cours de l'histoire aux États-Unis comme en Sierra Leone - dans une large mesure grâce au courage de Sengbe Pieh.

Annexe : Une lettre du petit Kali à John Quincy Adams

Kali était l'un des quatre enfants mendés, et le seul petit garçon, parmi les captifs de l'*Amistad*. Il avait été kidnappé dans les rues de son propre village, emmené au marché aux esclaves de Lomboko, puis transporté de l'autre côté de l'Atlantique, jusqu'à La Havane, à Cuba. Plus tard, à bord de l'*Amistad*, Kali, qui était alors âgé de dix ans, fut utile à Sengbe Pieh. Il resta assis avec les trois petites filles et les persuada de rester calmes pendant que Sengbe et ses compagnons, armés et libérés de leurs fers, attendaient l'occasion de monter sur le pont et de surprendre leurs gardiens. Aux États-Unis, le petit Kali, parce qu'il était jeune et avait encore l'esprit adaptable, put apprendre à lire et à parler anglais beaucoup plus vite que les adultes de l'*Amistad*. En 1840, pendant qu'il attendait la décision finale de la Cour suprême des États-Unis sur la question de la libération des captifs, le jeune Kali écrivit cette lettre démontrant une réflexion



très mûre à l'ancien président John Quincy Adams, son avocat. Les sentiments de Kali sont exprimés très clairement — il est en colère parce qu'il a été arrêté et emprisonné, mais il remercie les gens qui, comme M. Adams, l'ont aidé ainsi que les autres captifs, et il montre sa nostalgie pour son pays natal.

Après que les captifs de l'*Amistad* eurent gagné leur liberté et lorsqu'ils allèrent de ville en ville en expliquant leur situation afin de lever des fonds pour financer leur retour en Sierra Leone, Kali fut l'une des vedettes. Il impressionna les auditoires par sa capacité, après seulement deux ans d'études, d'écrire correctement toutes les phrases qu'on lui dictait et qui étaient extraites du Nouveau Testament. Kali retourna en Sierra Leone avec ses compagnons en 1842. Il demeura avec les missionnaires américains et travailla plus tard dans la mission Mendi. Kali se maria mais, alors qu'il était encore jeune, il tomba malade et resta paralysé pour le restant de ses jours...

Cher ami monsieur Adams :

Je veux écrire une lettre à vous parce que vous aimez le peuple mendi et vous parlez à la grande Cour. Nous voulons dire à vous une chose : José Ruiz dit que nous nés à La Havane ; lui dit mensonge... Nous tous nés à Mendi...

Nous voulons que vous demander à la Cour ce que nous avons fait mal. Pourquoi les Méricains gardent nous en prison ? Certaines personnes disent les Mendis sont fous ; les Mendis nigauds ; parce que nous pas parler la langue américaine. Les Méricains parlent pas la langue mendi ; Méricains nigauds ?

Ils disent choses méchantes sur les Mendis, et nous pas comprendre.

Certaines personnes disent que les Mendis très heureux car ils rient et ont beaucoup à manger. Monsieur Pendleton vient et les Mendis tous très tristes car ils pensent au pays mendi et aux amis que nous voyons plus. Monsieur Pendleton dit les Mendis en colère ; hommes blancs peur des Mendis. Les Mendis plus tristes - c'est pourquoi Mendis rient. Mais les Mendis tristes ; Oh, nous pas pouvoir dire combien tristes. Certaines personnes disent les Mendis pas d'âme. Pourquoi nous tristes [si] nous pas d'âme ?

Cher ami monsieur Adams, vous avez enfants, vous avez amis, vous aimez eux, vous triste si Mendi viennent et emportent tous en Afrique. Nos amis manquent à nous, et nous manquons à nos amis... Si Américains nous rendent libres, nous contents ; sinon, nous tristes - nous tristes pour Mendis un peu, nous tristes pour Américains beaucoup, parce que Dieu punit les menteurs. Nous voulons que vous dire à la Cour que Mendis ne veulent pas retourner à La Havane, nous voulons pas être tués. Cher ami, nous voulons que vous savoir ce que nous sentons. Les Mendis pensent, pensent, pensent. Personne sait ce que nous penser ; le professeur, il sait, nous parlons un peu à lui. Les Mendis ont une âme... Tout ce que nous voulons, rendez-nous libres.



BIBLIOGRAPHIE

- Abraham, Arthur. « Sengbe Pieh : A Neglected Hero ? » *Journal of the Historical Society of Sierra Leone*, vol. 2, no. 2, 1978, pp. 22-30.
- Abraham, Arthur. « Sengbe Pieh. » *Dictionary of African Biography*. vol. 2. Algonac, Michigan : Reference Publications, 1979. pp. 141-144.
- Adams, John Quincy. *Argument of John Quincy Adams Before the Supreme Court of the United States, in the Case of the United States, vs. Cinque & Others : Africans Captured in the Schooner Amistad*. Westport, Connecticut : Greenwood Press, 1969. Réimprimé par Ayer, 1978.
- Cable, Mary. *Black Odyssey : The Case of the Slave Ship Amistad*. New York : Viking Press, 1971. Réimprimé par Penguin Books, 1998.
- Jackson, Donald Dale. « Mutiny on the Amistad. » *Smithsonian*, décembre 1997, pp. 114-124.
- Johnson, Clifton H. « The Amistad Case and Its Consequences in U.S. History. » *Journal of the New Haven Colony Historical Society*, printemps 1990, pp. 3-22.
- Jones, Howard. « All We Want Is Make Us Free. » *American History*, janvier-février 1998, pp. 22-28, 71.
- Jones, Howard. *Mutiny on the Amistad : The Saga of the Slave Revolt and Its Impact on American Abolition, Law, and Diplomacy*. Édition révisée et augmentée. New York : Oxford University Press, 1997.
- Kromer, Helen. *The Amistad Revolt 1839 : The Slave Uprising Aboard the Spanish Schooner*. New York : Franklin Watts, 1973. Réimprimé par Pilgrim Press, 1997, sous le titre *Amistad : The Slave Uprising Aboard the Spanish Schooner*.
- Owens, William A. *Slave Mutiny : The Revolt on the Schooner Amistad*. London : Peter Davies, 1953. Réimprimé par Plume, 1997, sous le titre *Black Mutiny : The Revolt on the Schooner Amistad*.

SITES INTERNET CHOISIS



A PROPOS DE L'AUTEUR : Arthur Abraham est

l'un des historiens les plus réputés de la Sierra Leone. Il a écrit « Mende Government and Politics Under Colonial Rule » et « Topics in Sierra Leone History ». Il fut aussi rédacteur en chef du « Journal of the Historical Society of Sierra Leone ». Le Dr Abraham a fait des conférences en Sierra Leone, au Libéria, aux Pays-Bas et aux États-Unis. Il a également occupé divers postes dans la fonction publique.

AFRICAN AMERICAN ODYSSEY —
PREVIEW (Library of Congress)
<http://lcweb2.loc.gov/ammem/aaohtml/aohome.html>

THE AMISTAD CASE (National
Archives and Records Administration)
<http://www.nara.gov/education/teaching/amistad>

THE AMISTAD IN THE GILDER
LEHRMAN COLLECTION (Gilder
Lehrman Institute of American History)
<http://www.gilderlehrman.com/HTM/amistad/index.html>

AMISTAD RESEARCH CENTER
(Tulane University)
<http://www.arc.tulane.edu/>

CONNECTICUT: AMISTAD TRAIL
(Mystic Media, Inc.) [http://](http://visitconnecticut.com/amistad.htm)
visitconnecticut.com/amistad.htm

EXPLORING AMISTAD: Race and the
Boundaries of Freedom in Antebellum
Maritime America (Mystic Seaport)
[http://www.mysticseaport.org/](http://www.mysticseaport.org/amistad.online/overview.html)
[amistad.online/overview.html](http://www.mysticseaport.org/amistad.online/overview.html)

LII AMISTAD HOME PAGE (Legal
Information Institute, Cornell University)
<http://www.law.cornell.edu/amistad/>

La présente brochure a été préparée sur la demande du Service d'information des États-Unis à Freetown (Sierra Leone), à l'occasion du bicentenaire de la Sierra Leone et du bicentenaire de la Constitution des États-Unis d'Amérique. Elle a été publiée pour la première fois en 1987. Joseph Opala était le coordonnateur désigné de la première édition. L'Agence d'information des États-Unis l'a reproduite en 1998.

PHOTOS : p. 6, Société historique de Chicago, #IChi-22004 ; p. 9, Société historique de New Haven ; p. 13, Culver Pictures, Inc. ; p. 15, les Fresques de l'Amistad, de Hale Woodruff, se trouvent à la bibliothèque Savery du Talledega College, situé à Talledega (Alabama).